



Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

English
italien español
srpski portugês
العربية Deutsch

www.mondialisation.ca Concernant le CRM Contact Devenez membre Magasin en ligne

Le 12 novembre 2011 Premier ministre libyen: sbire de l'industrie pétrolière



- Accueil
- Articles Récents
- États-Unis
- Canada
- Amérique latine & Caraïbe
- Europe
- Afrique subsaharienne
- Russie et CEI
- Moyen Orient
- Océanie
- Asie

G20, symbole de la faillite d'un système

par Eric Toussaint

- Guerre USA OTAN
- Histoire, société et culture
- Crise économique mondiale
- Crimes contre l'humanité
- Environnement
- Pétrole, Gaz de schiste, Transnationales
- Pauvreté et inégalités
- Militarisation
- 11 sept. Guerre au
- Droits humains et
- Loi et justice
- Biotechnologie et OGM
- Droits des femmes
- Désinformation médiatique
- Politique et religion
- Nations Unies
- Science et médecine
- Services de renseignements



G20-G8 FRANCE 2011
NOUVEAU MONDE, NOUVELLES IDÉES

TENTE The World in Motion.

Register now for free CAD drawings



[Guerre en Libye](#)
Suivez la situation à Tripoli
Pour mieux comprendre l'actualité
www.la-croix.com

Recherche

Archives

Index des Auteurs

RSS | [Ce qu'est le RSS](#)

Mondialisation.ca, Le 8 novembre 2011

 Envoyer cet article à un(e) ami(e)
 Imprimer cet article

0 submit 25 0

   Share  Tweet

Le G20 n'est pas plus légitime que son géniteur le G7 (Etats-Unis, Canada, Allemagne, Royaume Uni, France, Italie, Japon), qui l'a lancé il y a 3 ans alors que commençait à sévir durement la crise économique la plus grave depuis les années 1930. Le G20 a été mis en échec du début à la fin de sa réunion des 3 et 4 novembre 2011 à Cannes. La crise de l'Union européenne et de la zone euro sont patentes et au cœur de toutes les préoccupations. La pirouette du premier ministre grec Georges Papandreou annonçant trois jours avant le début du sommet la convocation d'un référendum en Grèce a remis en cause le dernier échafaudage en date pour tenter d'éviter une faillite en chaîne des grandes banques privées européennes et son effet boomerang sur les institutions financières nord-américaines [1].

Visitez notre site web

GlobalResearchTV



L'agenda du G20, préparé minutieusement depuis des mois, a été complètement chamboulé. De manière pathétique, tous les chefs d'Etat et les dirigeants de grandes entreprises sont devenus subitement dépendants de la capacité du tandem Sarkozy-Merkel d'obtenir des autorités grecques l'abandon du référendum avant la fin du G20. Si la perspective du référendum avait été confirmée et s'il avait consisté à demander l'accord du peuple grec sur l'application des accords du sommet européen des 26 et 27 octobre 2011, une débâcle bancaire et financière s'en serait suivie. Pourquoi ? Parce que tout indiquait que le plan allait être rejeté : selon un sondage réalisé après le 27 octobre, seuls 12% des Grecs approuvaient l'accord. La perspective du rejet du plan aurait provoqué au cours du mois de novembre 2011 une dégringolade de la valeur des titres grecs, obligeant les plus grandes banques européennes à appliquer une décote de 80 à 90% sur leurs actifs grecs. Les actionnaires auraient amplifié les ventes d'actions de ces banques, provoquant un effroulement en Bourse. Des attaques spéculatives se seraient déclenchées contre les titres italiens et espagnols et la zone euro aurait été incapable de faire face car le Fonds européen de stabilité financière (FESF) n'est pas doté de moyens suffisants. Les banques créancières de l'Italie et de l'Espagne n'auraient pas résisté.

Il est évident que Georges Papandréou, sous le coup de nouvelles réactions populaires très dures au cours de la fête nationale du 28 octobre et face aux critiques dans son camp, cherchait maladroitement à gagner du temps et à s'assurer un vote de confiance au parlement. Son virage n'a pas été subitement motivé par la volonté de donner la parole au peuple, lui qui depuis 18 mois bafoue les règles les plus élémentaires de la démocratie et renie ses engagements électoraux. Le 1er novembre, sa promesse de référendum, une fois connue, a été très largement rejetée par la population grecque ainsi que par les partis et organisations sociales de gauche. Il n'en reste pas moins que pour des raisons tout à fait opposées, les dirigeants européens ont unanimement refusé toute consultation populaire concernant le nouveau plan d'austérité imposé à la Grèce en octobre.

La crise de l'Union européenne (UE) est patente et ce ne sont pas les dirigeants des institutions européennes qui ont joué les premiers rôles au G20. José Manuel Barroso et Herman van Rompuy, respectivement président de la Commission et du Conseil européens, ont joué le rôle de simples figurants tandis que les présidents des deux pays les plus forts de la zone euro ont mené du début à la fin toutes les tractations importantes.

Même si la reculade de Georges Papandréou et la perspective d'un gouvernement d'union nationale

s'engageant à appliquer les mesures d'austérité refusées par la majorité du peuple grec sauvent provisoirement la mise au plan d'aide à Athènes (on devrait plutôt dire au plan de sauvetage de l'euro et des grandes banques privées), le mécontentement est tel en Grèce que rien n'est définitivement acquis.

L'Italie est d'ores et déjà le prochain maillon faible de la zone euro avec une dette souveraine six fois plus importante que celle de la Grèce. Le G20 constitue un échec terrible pour le gouvernement italien. Silvio Berlusconi a dû accepter que son pays soit soumis à un examen permanent de la part du FMI. A l'issue du sommet Christine Lagarde, directrice générale du FMI, a déclaré à propos du chef du gouvernement italien : « Nous le soumettrons au test de la réalité », ajoutant à propos de l'Italie : « Je vais y envoyer tous les trois mois une équipe composée sans doute de cinq ou six spécialistes » [2]. Qu'un pays membre fondateur du G7 soit soumis à un traitement aussi humiliant montre l'ampleur de l'échec de la zone euro et de l'UE. N'oublions pas que Mario Draghi, le nouveau président de la BCE, était auparavant directeur de la Banque centrale italienne après avoir été ministre de Berlusconi et haut dirigeant de la banque Goldman Sachs. La BCE qui est en pleine crise n'a pas à sa tête le président solide dont elle aurait bien besoin pour faire face à la situation. L'annonce par Mario Draghi de la réduction de 25 points de base du taux directeur de la BCE constitue une nouvelle concession aux banquiers en mal de financements peu chers.

Autre échec pour l'UE et la zone euro, le FESF n'est toujours pas pourvu des nouvelles compétences et des moyens élargis prévus par le sommet européen du 21 juillet 2011. Les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) ont dit clairement qu'ils refusaient d'apporter des fonds au FESF.

Le FMI ne s'en tire pas si bien que sa directrice voudrait le faire croire : les 500 milliards promis au Fonds par le sommet du G20 tenu à Londres en 2009 ne sont pas confirmés. C'est la conséquence du refus des pays du G7 d'accepter une exigence des BRIC, qui voulaient que leur aide au FMI, à l'UE et aux Etats-Unis aille de pair avec l'augmentation de leur poids dans les institutions internationales (FMI, Banque mondiale...). Ils voulaient une nouvelle répartition des droits de vote et des postes à responsabilité qui leur soient plus favorables. Les deux parties sont perdantes : le G7 ne réussit pas à convaincre les pays émergents à délier davantage les cordons de leur bourse et ceux-ci n'obtiennent pas un poids structurel conforme à leur importance économique et politique.

Bien qu'ils soient face à un approfondissement de la crise économique et à des perspectives très sombres pour 2012, les gouvernements des pays les plus industrialisés refusent de prendre des mesures élémentaires pour remettre de l'ordre dans le secteur financier privé et relancer l'économie : séparation entre banques de dépôt et banques d'affaires, interdiction d'un certain nombre d'activités spéculatives, taxe sur les transactions financières, plafonnement des revenus des administrateurs de sociétés et encadrement très strict des bonus, reprécipitations contre les paradis fiscaux, augmentation des dépenses publiques pour relancer l'emploi, protection du pouvoir d'achat des salariés et des allocataires sociaux... De toutes ces mesures qui à un moment ou un autre de la crise ont été évoquées par des responsables politiques comme Nicolas Sarkozy, l'hôte de ce sommet du G20, aucune n'a été mise en pratique. Pourtant ces mesures constituent le strict minimum d'un programme du type de celui que F. Roosevelt avait adopté aux Etats-Unis pour affronter la grande dépression.

Barack Obama et tous les dirigeants européens ont opté pour un autre choix : un soutien structurel massif aux banques et autres institutions financières pour tenter d'éviter des faillites en chaîne combiné à un renforcement des politiques néolibérales (compression des dépenses publiques et du pouvoir d'achat des ménages de la majorité de la population, renforcement des politiques de précarisation du travail salarié, nouvelle vague de privatisations, augmentation des impôts indirects...). Les résultats de ce choix ne font aucun doute : une dégradation des conditions de vie d'une majorité de la population des pays concernés, une poursuite de l'augmentation des inégalités, la possibilité de nouvelles faillites bancaires car aucune limite sérieuse à leurs politiques spéculatives n'est adoptée, une croissance très faible ponctuée de récessions pendant une dizaine voire une quinzaine d'années, le maintien d'un endettement structurel des pouvoirs publics en conséquence d'une insuffisance de recettes fiscales, la poursuite de la crise de la zone euro...

L'abîme qui sépare la real politik et le discours fait de rodomontades à l'égard des abus des marchés est patent quand on lit le passage suivant de la déclaration finale : « Nous ne tolérerons pas un retour des comportements observés dans le secteur financier avant la crise, et nous contrôlerons étroitement la mise en œuvre de nos engagements concernant les banques, les marchés dérivés de gré à gré et les pratiques de rémunération ». Par ailleurs, particulièrement meurtrière dans les pays du Sud, en particulier en Afrique, la crise alimentaire provoquée principalement par la spéculation sur les produits agricoles figurait aussi à l'agenda du G20 et son examen n'a donné lieu à aucune mesure. La déclaration se contente d'affirmer qu'il faut : « atténuer les effets de la volatilité des prix ».

A l'issue du G20, les Indignés d'Europe et de Wall Street voient leur conviction renforcée. Ceux qui prétendent conduire la planète sont incapables de trouver de bonnes solutions et ont utilisé tout leur poids pour empêcher qu'un peuple puisse se prononcer sur les recettes néolibérales qu'ils imposent. La leçon ne sera pas oubliée. Décidément il est urgent d'opter pour une autre architecture internationale, enfin démocratique. Il convient aussi de faire des choix anticapitalistes : refuser la dictature des créanciers, exproprier les banques sans indemnités et sous contrôle citoyen, refuser de payer une dette illégitime, redistribuer radicalement la richesse.

Notes

1. Voir Eric Toussaint « Les banques sont le maillon faible en Europe », www.cadtm.org/Eric-Toussaint-Les-banques-sont-le
2. Interview de Christine Lagarde publiée par Le Monde, 6-7 novembre 2011, p. 12.

Eric Toussaint

CADTM Belgique
345 Avenue de l'Observatoire
4000 LIEGE
Belgique
www.cadtm.org

Eric Toussaint est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca. [Articles de Eric Toussaint publiés par Mondialisation.ca](#)



[Guerre en Libye](#)

Suivez la situation à Tripoli Pour mieux comprendre l'actualité

www.la-croix.com



Annonces Google

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

[Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation](#)

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission d'envoyer la version intégrale ou des extraits d'articles du site www.mondialisation.ca à des groupes de discussions sur Internet, dans la mesure où les textes et les titres ne sont pas modifiés. La source doit être citée et une adresse URL valide ainsi qu'un hyperlien doivent renvoyer à l'article original du CRM. Les droits d'auteur doivent également être cités. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: crgeditor@yahoo.com

www.mondialisation.ca www.mondialisation.ca contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias: crgeditor@yahoo.com

© Droits d'auteurs Eric Toussaint, Mondialisation.ca, 2011

L'adresse url de cet article est: www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=27537

[Privacy Policy](#)

© Copyright 2005-2009 Mondialisation.ca
Site web par [Polygraphx Multimedia](#) © Copyright 2005-2009